

<https://www.snetap-fsu.fr/Rentree-2025-dans-l-Enseignement-Agricole-des-coupes-dans-les-moyens-et-les.html>



Rentrée 2025 dans l'Enseignement Agricole : des coupes dans les moyens et les postes toujours inacceptables

! Date de mise en ligne : dimanche 26 janvier 2025

- Les Dossiers - Politique Scolaire et Laïcité - Budget de l'EAP - Lois de Finances - Budget 2025 -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Les débats sur le budget ont repris au Sénat, après le vote d'une motion de censure par les député-es qui a stoppé l'ensemble du processus en décembre et fait chuter le gouvernement Barnier, parti avec son projet de loi de finances. Or, en cette mi-janvier, le gouvernement Bayrou a fait le choix d'une reprise du processus qui a repris là où il s'était interrompu, c'est -à-dire au Sénat, en portant des amendements gouvernementaux au [PLF](#) Barnier...

Première déconvenue notable au niveau des établissements de l'enseignement supérieur agricole : avec 9 millions d'euros retirés à la "Recherche et Enseignement Supérieur" par amendement gouvernemental, dont 760 000 euros pris sur le titre 2 donc sur les emplois de l'ESA. A partir de là, les personnels ne peuvent que légitimement s'interroger sur l'impact sur leur quotidien de travail au service des étudiant.es, voire encore une fois sur le devenir du plan rattrapage des Écoles Nationales Vétérinaires... Cette façon de traiter les établissements comme leurs agent-es est proprement lamentable !

Seconde déconvenue majeure au niveau des lycées agricoles : le Sénat a examiné les crédits de la mission interministérielle "enseignement scolaire" samedi 18 janvier.

Présente : Madame Borne, ministre de l'Éducation Nationale, qui avait publiquement déclaré qu'elle défendrait l'annulation de la suppression des 4000 postes programmée dans le projet de loi de finances Barnier... et qui l'a obtenue sous pression des organisations syndicales.

Absente ? Madame Genevard, ministre de l'Agriculture, qui a décidément tendance à oublier que l'enseignement agricole est encore dans le champ de son ministère... sachant que de son côté, sans jamais s'être exprimée publiquement sur ce point, **elle semble assumer les suppressions de postes dans l'enseignement agricole, au nombre de 45**, tout en défendant la reprise rapide du projet de loi d'orientation agricole au Sénat... qui intègre l'objectif d'augmenter de 30% le nombre de jeunes formé-es dans le domaine des métiers de l'agriculture (sic).

Cherchez l'erreur !

Ajoutons à cela qu'aux 25 postes de l'enseignement agricole public, **l'Administration de madame la ministre a tenu à ajouter 20 postes, "mis en réserve" (sic)**... engageant par suite depuis la mi-décembre une révision des cartes de formation hors de toute consultation

Le SNETAP-FSU, membre de l'Élan commun, exige a minima le maintien des postes de l'Enseignement Agricole, par équité avec l'Éducation Nationale.

45 suppressions de postes dans l'enseignement agricole public, des coupes dans toutes les régions à hauteur de près de 30 000 heures de dotation en moins, des classes et sections qui n'ouvriront pas (y compris en voie professionnelle "conduite et gestion de l'exploitation agricole"), des fermetures de classes ou des gels, des regroupements anti-pédagogiques, et l'abaissement de la capacité à former et accueillir tous les publics... tout ceci est incohérent et inique, en un mot inacceptable !